

**Relation bilatérale - Qatar -  
Coopération - Signature de trois  
accords entre la France et le Qatar -  
Communiqué du ministère de  
l'Europe et des affaires étrangères  
(Paris, 06 juillet 2018)**

L'ambassadeur du Qatar en France, Khalid Bin Rashid Al-Mansouri et l'ambassadeur de France au Qatar, Eric Chevallier ont signé le 6 juillet 2018 à Paris un accord bilatéral portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire ainsi qu'une déclaration d'intention en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture et d'agroalimentaire.

Une convention de coopération entre l'université de Bretagne Sud et l'université du Qatar a également été signée par l'ambassadeur du Qatar et le président de l'université de Bretagne Sud, Jean Peeters.

. L'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Etat du Qatar vise à autoriser le titulaire d'un permis de conduire national en cours de validité et officiellement délivré par l'autre Partie, à conduire temporairement sur son territoire les véhicules correspondant aux catégories couvertes par son permis de conduire et à échanger celui-ci selon les modalités et conditions prévues par le présent Accord.

. La déclaration d'intention en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture et d'agroalimentaire vise à renforcer la coopération bilatérale et à augmenter les investissements et les échanges commerciaux de produits agricoles entre la France et le Qatar. Les signataires se donnent pour objectif d'attirer les investissements qataris en France et français au Qatar dans les domaines agricoles et agroalimentaires, de supprimer les obstacles non tarifaires qui limitent les exportations françaises vers le Qatar, et de promouvoir toute forme de coopération mutuellement bénéfique.

. La convention de coopération entre l'université de Bretagne Sud et l'université du Qatar vise à développer et renforcer la coopération conjointe dans le domaine notamment de la cybersécurité, dans toutes ses composantes universitaires. Les parties coopèrent pour la mise en oeuvre de réflexions communes et de programmes partagés afin d'améliorer les possibilités de coopération en matière de recherche, de formation initiale et continue et d'enseignement./.